

Lutter pour une Constitution

Image not found or type unknown



Auteur: Guillermo Alvarado

La phrase "mentir, mentir toujours quelque chose restera" a traversé l'histoire avec de nombreuses paternités et elle est de nos jours dans le manuel d'instruction des politiciens sans scrupules, des idiots utiles ou des pas si idiots utiles.

C'est une ressource toujours à portée de main pour ceux qui se consacrent à semer des mensonges, avec la conviction qu'à la fin de la journée, il restera quelque chose dans l'imagination de leur public, où peu à peu cela se transformera en une conviction inébranlable.

Nous revenons à nouveau à ce sujet à propos du processus en cours au Chili. Le 4 septembre, dans moins d'un mois, les Chiliens sont appelés aux urnes pour approuver ou rejeter le projet de Constitution devant remplacer celle héritée de la dictature de Pinochet.

La campagne est entrée dans sa dernière ligne droite vendredi avec le lancement de la "bande électorale", mais la lutte entre opposants et sympathisants existe pratiquement depuis l'approbation de l'installation d'une assemblée constituante.

Le ton dominant pendant cette période a été l'utilisation récurrente de ce que certains appellent les "fake news".

Un article du journaliste Juan Carlos Ramírez, publié par le quotidien argentin Página 12, souligne que parmi les mensonges les plus répandus figurent les prétendus complots de la communauté mapuche pour prendre le contrôle du pays, ainsi que le fait que le gouvernement interdira la pratique de toute religion.

Les canulars sont ahurissants, comme celui qui consiste à autoriser l'avortement même quelques heures avant la naissance du bébé, à supprimer le drapeau et l'hymne national ou, peut-être le plus répandu, à supprimer le droit de posséder des terres, des maisons ou des véhicules.

Fabian Padilla, fondateur et directeur de l'initiative Fast Check, ou Vérification rapide affirme qu'il existe trois types de récit de désinformation dans le processus constitutionnel chilien, le premier consistant à altérer le contenu du texte, comme dans le cas de l'élimination de la propriété.

Le deuxième type consiste à discréditer les membres de la Commission, comme dans le cas de la leader mapuche Elisa Loncón, première présidente de la Commission, qui a subi une campagne persistante de haine, de misogynie et de racisme.

Enfin, de fausses phrases sont attribuées aux membres de l'organe de rédaction, qui, même si elles sont démenties par la suite, restent vraies pour de nombreuses personnes, simplement parce qu'elles sont apparues sur les réseaux.

On a rarement vu un exemple aussi clair de la lutte entre la vérité et le mensonge dans un processus qui doit être suivi de près, car il contient des éléments que nous verrons bientôt dans d'autres parties de notre région et du monde.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/295825-lutter-pour-une-constitution>



Radio Habana Cuba